



RAPPORT DE PRESENTATION SUR LE PRINCIPE DE LA DELEGATION DU SERVICE PUBLIC POUR LE CINEMA ARC EN CIEL A GANGES

Le présent rapport a pour objet de présenter les caractéristiques générales de la délégation de service public, conformément à l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, adressé aux membres du Conseil communautaire pour information avant délibération.

INTRODUCTION

Depuis le 10 mars 2020 le cinéma Arc-en-ciel de Ganges a fait l'objet d'une convention de délégation de service public auprès de l'entreprise Cinéode. Cette convention est arrivée à son terme le 14 avril 2024.

Le Conseil Communautaire a approuvé ce même mode de gestion par délibération le 20 Décembre 2023. La procédure de mise en concurrence a alors été lancée le 2 janvier 2024 afin d'anticiper la fin de la convention. La publication avait permis d'obtenir deux offres mais l'une d'elle était irrégulière et l'autre avait été retirée par le candidat, avant la signature de la convention, rendant ainsi la procédure infructueuse. Une information erronée, sur la masse salariale à reprendre, avait également vicié la procédure. A cette suite la procédure avait été déclarée sans suite par délibération du conseil communautaire n° 2024-04-9/13a en date du 9 avril 2024. Afin de ne pas fermer le cinéma, une convention de gestion et d'exploitation provisoire a été signée avec l'entreprise Cinéode pour une durée de 6 mois renouvelable 1 fois. Il a été convenu et afin de respecter le cadre légal d'une telle convention, qu'une nouvelle procédure serait lancée en cours de convention provisoire.

L'objectif de ce rapport est donc de s'interroger à nouveau sur les modes de gestion possibles du cinéma.

Dans le cadre de ce contrat, les principales missions confiées au délégataire étaient de :

- gérer et exploiter un cinéma intercommunal ;
- gérer et exploiter la branche d'activité qui s'y rattache ;
- assurer le gardiennage des bâtiments et des installations ;

Le contrat de délégation confère au délégataire l'exclusivité de la gestion et de l'exploitation du cinéma.

Le nombre de place de cinéma vendues est en moyenne de 22 190 par an.

Accusé de réception en préfecture
034-243400736-20250212-D-20250211-07-DE
Date de réception préfecture : 20/02/2025

I) PROSPECTIVE : LES DIFFERENTS MODES DE GESTION DU CINEMA ENVISAGEABLES

Deux modes de gestion peuvent être proposés pour le prochain dispositif :

1) La gestion directe avec ou sans prestataire de services

Il s'agit de l'hypothèse où la Communauté de communes assure elle-même :

- la reprise de la gestion du service
- l'exploitation des installations nécessaires à l'exécution du service public
- la prise en charge et la facturation des prestations dues aux usagers.

Le financement, la réalisation des équipements et leur exploitation ainsi que leur renouvellement et leur entretien sont assurés par la seule collectivité à ses frais, soit directement par les services techniques soit par le biais d'entreprises privées dans le respect des règles de la commande publique. En régie, la collectivité, en conformité avec les règles financières et de comptabilité publique, gère et organise directement le service avec ses moyens et son personnel. Moyennant la conclusion de marchés publics. Elle assure elle-même l'exploitation du service, supporte l'ensemble des charges et encaisse auprès des usagers la participation financière. Ce mode de gestion implique la maîtrise de ces différents aspects et requiert des compétences spécifiques au secteur concerné.

2) La gestion externalisée

Dans cette hypothèse, la Communauté de communes souscrit un contrat avec une entreprise spécialisée dans la gestion de cinéma.

Deux options sont envisageables :

- Le marché public de services (encadré par le code de la commande publique)
- La délégation de service public (encadrée par le code de la commande publique).

La différence fondamentale entre les deux types de contrats est constituée par la prise en charge des risques financiers liés à l'exploitation du service. Dans le cadre d'un marché public : le risque est pris en charge en totalité par la Communauté de commune. Dans le cadre d'une délégation de service public : le risque est pris en charge en totalité par le délégataire.

II) LE CHOIX DU MODE DE GESTION

Le choix opéré par une collectivité publique en faveur, soit de la gestion directe, soit de la gestion externalisée, dépend d'un certain nombre de critères d'appréciation. Ces critères sont de plusieurs ordres : les critères techniques et le critère financier.

1) Critère technique

En matière de gestion d'un cinéma, le critère technique est structurant. En effet, la technicité des métiers demande des agents qualifiés et une organisation très spécifique.

La principale justification de
Accusé de réception en préfecture
034-243400736-20250212-D-20250211-07-DE
Date de réception préfecture : 20/02/2025

la gestion déléguée tient au recours à un partenaire choisi en raison de sa compétence et de sa capacité à mettre à disposition des agents qualifiés et spécialement formés. Mais surtout la capacité et les agréments pour se procurer les films que ce soit pour les films grands publics ou art et essais. Il s'agit du critère de choix prédominant. La reprise en régie directe de ce type de service n'est de ce ne fait pas envisageable.

2) Critère financier

Le cinéma fait état d'un bilan moyen de 22 190 places vendues par an. Le prix classique du billet est de 7 euros. Le montant du chiffre d'affaires ne permet pas de supporter les coûts de gestion du cinéma. A savoir le personnel, le matériel, la location des films, l'organisation des événements. Il faudrait donc faire le choix d'augmenter largement le prix du billet, or il s'agit d'un cinéma de proximité et la politique des élus et de le laisser abordable à tous foyers. Également cela engendrerait une augmentation considérable du budget annuel de fonctionnement de la communauté de communes. Seules des entreprises ayant en gérance plusieurs cinémas permettant une répartition homogène des coûts et une gestion économique viable peuvent prétendre à sa gestion.

3) Critère historique

Le choix du mode de gestion ne repose pas uniquement sur une approche théorique de l'organisation, du contrôle et du financement du service public ; il se situe également dans un contexte donné et s'appuie sur un professionnalisme et des savoirs faire existants. Ainsi le service public est déjà délégué, ce qui signifie qu'il n'existe aucune organisation mise en place au niveau de l'administration pour faire face à la reprise en régie du service.

Considérant tout ce qui précède il est proposé de retenir la délégation de service public comme mode de gestion du service public.

La forte implication du délégataire est de nature à favoriser un haut niveau de qualité de service. Il faut souligner que la délégation de service public n'emporte pas le dessaisissement de la Communauté de communes qui demeurera l'autorité du service. Le délégataire devra remettre chaque année un compte-rendu technique et financier de l'activité (obligation réglementaire). Une commission Cinéma se réunira afin de contrôler les activités et les engagements pris par le délégataire et sera en charge de donner les orientations du cinéma et de son image.

III) LES CARACTERISTIQUES DU FUTUR CONTRAT DE LA DSP CINEMA

1) Les objectifs :

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

Accusé de réception en préfecture 034-243400736-20250212-D-20250211-07-DE Date de réception préfecture : 20/02/2025

- des exigences pour la qualité de gestion
- une approche centrée sur la promotion, l'éducation, les programmes d'animations...
- une prestation répondant aux attentes spécifiques des usagers : art et essais et films grands publics, cinéma plein air...

Les conditions d'exploitation du service délégué seront décrites dans un projet de contrat soumis aux candidats dans le cadre de la phase de consultation.

2) La durée

Le contrat sera effectif à compter d'une date fixée dans la convention de concession au délégataire et ce pour une durée de 3 ans.

3) L'économie générale du contrat

La rémunération du délégataire sera constituée substantiellement par les ressources encaissées auprès des usagers du service sur la base des tarifs appliqués aux usagers.

Celle-ci sera complétée par la compensation de contrainte de service public prise en charge par la Communauté de communes. Celle-ci sera versée en déca d'un nombre de places vendues de façon proportionnelle.

Le délégataire assumera le risque d'exploitation de ce service notamment lié à :

- la gestion des paiements
- l'évolution de la fréquentation du cinéma

4) Décision préalable du Conseil Communautaire

Au vu de ce rapport le Conseil communautaire est donc appelé à :

- approuver le principe de délégation de service public pour la gestion du cinéma « Arc-en-ciel »
- autoriser Monsieur le Président à engager la procédure de désignation d'un délégataire et à signer tous les actes y afférents.



Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises

26 Avenue Pasteur 34190 Ganges

Tél : 04 67 73 78 60

Fax : 04 67 73 78 62

contact@cdcgangesumene.fr

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU CINEMA

« ARC EN CIEL » DE GANGES

2026-2029

Cahier des Charges

Table des matières

Préalable :	4
I) Dispositions générales du contrat	4
1) Nature juridique	4
2) Objet de la Consultation	4
3) Présentation du cinéma	4
4) Durée de la Convention	5
II Obligations générales des parties	5
1) Obligations du délégant	5
a) Obligations et responsabilités de la Communauté de communes	5
b) Concurrence	6
2) Obligations du délégataire	6
a) Jouissance des lieux	6
b) Adhésion obligatoire au Fonds de Mutualisation	6
c) Continuité du service public	6
d) Caractère exclusif du contrat	6
e) Obligation de respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité des services publics... 7	
III) Mise à disposition des équipements	8
1) Installations mises à disposition du délégataire	8
2) Remise des installations : Etat des lieux d'entrée	8
3) Renouvellement des installations	8
4) Travaux dans le cinéma	9
a) Entrepris par le propriétaire :	9
b) Entrepris par le délégataire :	10
5) Nettoyage et entretien	10
6) Prise en charges des fournitures et fluides	10
IV) Modalités d'exploitation	10
1) Projet culturel du cinéma	10
2) Période d'ouverture	11
3) Horaires et nombre de séances	11
4) Projection	11
5) Manifestations-Animation du Cinéma	12
6) Communication-promotion du cinéma	12
7) Réservation particulière	13
IV) Régime du personnel	13
1) Attente de la Communauté de communes	13

2)Gestion du personnel	13
3)Transfert de personnel en cas de changement d'exploitant	14
V) Dispositions financières	14
1)Politique tarifaire du cinéma	14
2)Rémunération du délégataire.....	15
3)Taxes et impôts.....	15
4)Compensation financière	15
5)Aide exceptionnelle en cas de circonstances exceptionnelles	16
VI) Contrôle de la délégation	16
1)Fourniture obligatoire de comptes-rendus d'activité.....	16
2)Contrôle exercé par la Communauté de communes.....	16
VII) Responsabilités et assurances.....	16
VIII) Sanction de manquements	17
1)Pénalités	17
2)Mesure d'urgence	18
IX) Fin de contrat	18
1)Résiliation à la demande de la Communauté de Communes	18
a) Pour faute du délégataire.....	18
b) Pour motif d'intérêt général.....	18
c)Procédure en cas de résiliation pour faute.....	18
2)Résiliation à la demande du délégataire	19
3)Remise des installations à la fin de la DSP	19
4)Prolongation pour continuité de service à l'expiration de la Convention	19

Préalable :

La Communauté de communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises souhaite avertir, au préalable, les candidats que la délégation de service public ne débutera pas au moment de la notification du contrat. En effet des travaux de réhabilitation totale du cinéma auront lieu entre la fin de la convention provisoire actuelle, à savoir au 15 avril 2025, et la prise d'effet de la future convention de délégation de service public. La durée des travaux est estimée à 10 mois. Les modalités de la durée et de commencement de la convention sont décrites à l'article I)4) du présent cahier des charges.

I) Dispositions générales du contrat

1) Nature juridique

La consultation a lieu en vertu de l'article L.1121-3 du code de la Commande Publique relatif aux contrats de concession de service. La présente consultation est une concession de service, dite « Délégation de Service Public » au sens de l'article L.1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

2) Objet de la Consultation

La présente consultation a pour objet de confier à un délégataire la mission de :

- gérer et exploiter un cinéma intercommautaire ;
- gérer et exploiter la branche d'activité qui s'y rattache ;
- assurer le gardiennage des bâtiments et des installations.

A l'issue de cette consultation le candidat retenu se verra confier la gestion et l'exploitation du cinéma Arc-en-Ciel de Ganges, situé au 7 rue Emile Planchon, propriété de la Communauté de communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises.

Il signera à cet effet avec la collectivité une convention de délégation de service public.

3) Présentation du cinéma

Le cinéma se présente actuellement comme suit :

Rez-de-chaussée : hall d'entrée (54m²), foyer/salle d'exposition (58m²), salle de cinéma (170m²) équipée (fauteuil, écran, sono, climatisation réversible), sanitaires (13m²), bureau (12m²), couloir (14m²).

Etage : cabine de projection équipée (projecteur numérique et 3D) et ses dépendances (47m²), local de rangement (14m²). Les locaux sont conformes aux normes de sécurité et permettent la projection cinématographique dans les conditions réglementaires exigées.

A titre d'information, le nombre d'entrées a été de 22 190 en 2024.

Néanmoins le cinéma, doit bénéficier d'une réhabilitation complète et se présentera, après travaux, comme décrit ci-dessous :

Rez-de-chaussée : hall d'entrée/ billetterie (54m²), hall d'attente cosy (40m²), salle d'exposition et petite salle de projection modulable (46m²), salle de cinéma (162m²) équipée (166 places +5 PMR, écran, sono, climatisation réversible...), sanitaires (13m²), bureau (13m²), circulation (environ 20m²) et salle d'accès par escalier à la salle de projection.

Etage : cabine de projection équipée (projecteur numérique et 3D) et ses dépendances (47m²).

Voir document en annexe : PROJET DE REHABILITATION. Attention le visuel fourni est un projet, il peut être amené à évoluer et est en aucun cas contractuel.

4)Durée de la Convention

La convention est conclue entre la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises et le délégataire pour une durée de 3 années consécutives à compter de sa date de signature.

La convention sera signée et prendra effet, en cas de respect du planning prévisionnel des travaux, le 14 février 2026 et se terminera le 14 février 2029 compris.

Dans le cas où les travaux prendraient du retard, le délégataire sera averti par lettre avec accusé de réception 2 mois au moins avant la date prévue de démarrage de la DSP. Un nouveau délai de travaux lui sera alors annoncé, ainsi qu'une date de démarrage de la Délégation. Ce report de prise en gestion du cinéma ne donnera lieu à aucune indemnisation au profit du délégataire.

En tout état de cause la convention ne sera signée qu'au moment du commencement certain d'exécution de la DSP. La convention précisera ainsi la date de sa fin dans son article « Durée ».

II Obligations générales des parties

1)Obligations du délégant

a) Obligations et responsabilités de la Communauté de communes

La Communauté de communes, en tant que propriétaire du cinéma, s'engage :

- à mettre à disposition du délégataire des installations dans un état conforme à celui défini dans l'état des lieux rédigé en début de convention
- à donner tous renseignements au délégataire qui seraient nécessaires à l'exécution du service.
- à s'assurer de la bonne marche du service et à intervenir en cas de dysfonctionnement grave, voire d'arrêt du service délégué
- à respecter les clauses de la convention de délégation de service public

b) Concurrence

La Communauté de Communes ne devra pas concéder à un organisme subventionné des installations de caractéristiques voisines et exploitées en conséquence avec un prix de revient inférieur à celui des installations louées.

2) Obligations du délégataire

a) Jouissance des lieux

Le délégataire devra jouir des biens mis à disposition en bon père de famille suivant leur destination.

Le délégataire ne devra rien faire qui puisse troubler la tranquillité des habitations voisines.

Il devra respecter toutes les obligations imposées par la réglementation générale ou municipale concernant l'occupation des lieux loués (hygiène, sécurité, salubrité, urbanisme) de manière que la Communauté de Communes ne puisse jamais être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

En outre, le délégataire devra assurer l'exploitation du cinéma en conformité rigoureuse avec les prescriptions légales et administratives pouvant s'y rapporter.

Le délégataire n'exercera aucun recours, ni réclamation contre la Communauté de Communes pour tout trouble de jouissance provenant de tiers.

Le délégataire ne pourra rien faire, ni laisser faire, qui puisse détériorer les lieux loués et signalera à la Communauté de Communes les dégradations ou accidents de toute sorte pouvant se produire dans les biens loués, faute de quoi le délégataire sera tenu responsable.

b) Adhésion obligatoire au Fonds de Mutualisation

Le délégataire s'engage à adhérer s'il ne l'est pas déjà, au Fond de Mutualisation du Languedoc-Roussillon. (ACCILR : Association des Cinémas et Circuits Itinérants du Languedoc Roussillon).

c) Continuité du service public

Le délégataire a l'obligation, sauf en cas de force majeure, d'assurer de façon régulière le service qui lui a été confié.

À ce titre, il doit faire fonctionner de façon régulière le service, dans le respect des exigences du cahier des charges.

d) Caractère exclusif du contrat

Le contrat confère au délégataire l'exclusivité de la gestion et de l'exploitation du cinéma.

Toute cession, même partielle, de la présente convention ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une délibération du conseil communautaire de la Communauté des communes Gangeoises et Suménoises.

Dans tous les cas autorisés, le cessionnaire ou sous-locataire sera subrogé de plein droit au preneur dans les droits et obligations découlant de la convention.

Les cessions, sous-locations et droits consentis par le preneur ne pourront l'être que pour une durée qui n'excédera pas celle de la convention.

En conséquence à l'expiration de celle-ci par arrivée du terme, résiliation amiable ou judiciaire ou par application des dispositions de la convention, toutes cessions, sous-locations ou droits consentis par le délégataire prendront fin de plein droit.

e) Obligation de respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité des services publics.

Conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le délégataire devra assurer la continuité du service public et respecter le principe d'égalité des usagers devant le service public, dans le respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Le délégataire devra ainsi s'assurer que le personnel du cinéma, mais aussi l'ensemble des personnes qui participera directement et indirectement à l'exploitation et aux activités du cinéma, notamment lors de manifestations et animations, s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égalitaire tous les usagers du service public, et respectent leur liberté de conscience.

Ces obligations s'appliquent aussi aux sous-traitants, auquel le délégataire aura recours pour la bonne exécution du service.

Le délégataire sera tenu seul responsable du non-respect des principes du service public, en cas de manquements par son personnel, par les participants aux manifestations et animations du cinéma et par ses sous-traitants.

Les manquements aux principes d'égalité des usagers devant le service public, de laïcité et de neutralité du service public peuvent, notamment, être constitués par :

- le port de signes ou tenues manifestant ostensiblement une appartenance politique ou religieuse dans les locaux du cinéma ;
- le prosélytisme, la propagande politique ou religieuse, notamment la tenue de discours et débats et révisionnistes dans les locaux du cinéma, mais aussi via des réseaux sociaux lorsque le nom du cinéma est utilisé dans le cadre de ladite propagande, en cas de distribution de tracts dans et aux abords du cinéma, ou encore en cas de projections de films et de messages de propagande ou à caractère religieux ou politique dans l'enceinte du cinéma ;
- le rejet de la mixité, dans l'enceinte du cinéma, que ce soit par la projection de films et messages ou par le comportement du personnel et autres participants aux activités du cinéma ;

- le non-respect du principe d'égalité entre les femmes et les hommes, que ce soit par la projection de films et messages ou par le comportement du personnel et autres participants aux activités du cinéma ;
- l'apparition de l'entité de cinéma sur un site culturel ou celui de partis politiques ou la rédaction de courriers politiques utilisant le nom du cinéma ;
- le fait de traiter avec moins de diligences les demandes émanant d'usagers en considération de leur origine, sexe, appartenance religieuse ou politique ou de leurs convictions vraies ou supposées.
-

La collectivité contrôle le bon respect de l'application de ces principes par tout moyen qu'elle juge utile (contrôle sur place, remontée d'informations). En cas de manquement aux principes ainsi exposés par le délégataire, ce dernier pourra être sanctionné selon les modalités des articles IX et X du présent cahier des charges.

III) Mise à disposition des équipements

1) Installations mises à disposition du délégataire

La Communauté de Communes est propriétaire depuis 2003 d'un lot à usage de cinéma dans un ensemble immobilier. Les installations seront mises à disposition du délégataire avec notamment :

Une salle de cinéma, un hall d'entrée, une salle d'exposition, une salle d'attente, des sanitaires, une caisse, une cabine de projection, un local de rangement et le matériel cité dans l'état des lieux, notamment fauteuils, écran, matériel de projection, enceinte centrale, climatisation réversible...

L'ensemble immobilier décrit ci-dessus sera mis à disposition du délégataire aux fins exclusives d'exploitation du cinéma.

2) Remise des installations : Etat des lieux d'entrée

Le délégataire prendra l'ensemble immobilier concédé en l'état où il se trouvera au moment de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exercer aucun recours contre la Communauté de Communes pour quelque cause que ce soit, ni exiger d'elle aucun aménagement, ni aucune réparation et le rendra, à l'expiration de la convention ou en cas de résiliation de celle-ci pour quelque cause que ce soit, en bon état

Un état des lieux des équipements sera réalisé contradictoirement avant l'entrée en jouissance des lieux par le délégataire, et annexé à la convention.

A l'expiration de la convention ou en cas de résiliation de celle-ci pour quelque cause que ce soit, le délégataire devra remettre les équipements en bon état de fonctionnement.

3) Renouvellement des installations

Le renouvellement des équipements et matériels mis à disposition sont à la charge du délégant. En court de convention, le délégataire devra signaler sans délai à la Communauté de communes, toute

défectuosité pouvant empêcher le bon fonctionnement du cinéma et nécessitant des réparations ou renouvellement.

Le délégataire ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité en cas de non renouvellement des équipements ou matériels si ces derniers sont en état normal d'utilisation ou s'ils ne sont pas strictement nécessaires pour l'exploitation du cinéma.

En tout état de cause, tout changement de matériel devra faire l'objet d'un devis préalablement soumis et signé par la Communauté de communes.

4) Travaux dans le cinéma

a) Entrepris par le propriétaire :

En tant que propriétaire de l'immeuble, la Communauté de communes prendra à sa charge la totalité des réparations qui seraient nécessaires à la bonne marche du service, pendant l'exécution de la convention, à savoir des travaux sur la structure du bâtiment (mur, sol, toiture...), sur les équipements lourds (chauffage, plomberie, rideau d'entrée, électricité, réseaux...) mais également les petites réparations (toilettes bouchées, ampoules à changer...).

Attention, ces réparations seront assurées en tout état de cause dans le cadre des horaires du service technique de la Communauté de communes, à savoir de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 du lundi au vendredi. Aucune astreinte n'est prévue ; cela signifie que le délégataire, en cas de besoin en dehors de ces horaires, devra, soit attendre que le service technique soit disponible, soit prendre toute mesure urgente pour pallier à la situation. Le délégataire devra mettre tout en œuvre pour maintenir le service et les séances prévues au planning, sauf en cas de danger pour les tiers et le personnel. Dans ce cas, il sera exceptionnellement autorisé à fermer le site. Si cette situation venait à se présenter, un mail devra être immédiatement envoyé à la Communauté de communes pour l'informer.

La Communauté de communes pourra également prévoir des travaux d'amélioration, de rénovation et/ou d'agrandissement, pouvant potentiellement avoir un impact sur l'exploitation du cinéma, sans que le délégataire puisse s'y opposer et demander une indemnisation en cas de fermeture temporaire. La Communauté de communes organisera, en commun accord avec le délégataire, les modalités des travaux afin que les nuisances soient les moins importantes possibles pour l'activité du cinéma.

Les travaux entrepris le seront aux frais et risques de la Communauté de communes et sous sa responsabilité.

Le délégataire ne devra en aucun cas faire obstacle au bon déroulé des travaux d'une quelconque manière. Si tel était le cas, il pourrait se voir appliquer une sanction prévue à l'article IX)1) du présent document.

b) Entrepris par le délégataire :

Le délégataire ne pourra effectuer dans les locaux aucun changement de disposition, percement, construction, démolition, peinture, sans l'accord express de la Communauté de communes.

Si, avec l'accord de la Communauté de communes, de tels travaux étaient réalisés par le délégataire à ses frais, les améliorations, décorations deviendront de pleins droits la propriété de la Communauté de communes, sans qu'il ne puisse revendiquer une contrepartie financière et sans qu'il soit obligé de remettre en l'état les lieux.

5) Nettoyage et entretien

Le délégataire assurera l'entretien ménager de l'ensemble des locaux mis à disposition.

Le délégataire entretiendra en bon état de fonctionnement la totalité des installations et matériels loués et tous les équipements et aménagements qu'il y aura apportés. Ils devront être toujours en parfait état de propreté et de fonctionnement.

Les contrats de maintenance seront pris en charge par la Communauté de Communes : les extincteurs, l'alarme incendie, le désenfumage, la vérification des installations électriques, la caisse enregistreuse, le changement des ampoules au xenon et changement et réparation du matériel de projection.

Le délégataire devra tout mettre en œuvre pour respecter le tri sélectif. Des bacs de tri, ainsi que des affiches de consignes, sont fournies à cet effet.

Tout demande d'entretien dû par la Communauté de communes devra faire l'objet d'un devis obligatoirement soumis à son contrôle et à sa validation.

6) Prise en charges des fournitures et fluides

Le délégataire prendra à sa charge tous les frais relatifs aux abonnement téléphoniques et internet.

Le délégant prendra à sa charge les frais relatifs à la fourniture d'énergies et des fluides, à savoir eau, électricité, et à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

IV) Modalités d'exploitation

1) Projet culturel du cinéma

Le délégataire s'attachera à exploiter le cinéma Arc en ciel en répondant aux objectifs fixés par la Communauté de communes, à savoir :

- développer ce lieu en tant que cinéma de proximité, convivial et accessible à tous
- en faire un outil au service de l'éducation auprès des jeunes publics en créant des partenariats et des actions avec la Communauté de communes, ainsi que les associations et acteurs locaux de la jeunesse. Exemples : Agantic, médiathèque, établissements scolaires...
- en faire un outil au service des personnes âgées afin de leur offrir un accès à la culture et des moments de socialisation

- en faire un outil de démocratisation culturelle avec la mise en œuvre d'actions permettant de toucher des publics éloignés de la culture

2)Période d'ouverture

Le délégataire devra assurer une ouverture constante du cinéma 12 mois sur 12.

3)Horaires et nombre de séances

Le délégataire devra se conformer aux pratiques habituelles de la profession.

Le nombre de séances devra être à minima établi comme tel :

<i>Hors vacances scolaires</i>						
Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
3 séances	2 séances	4 séances	2 séances	2 séances	4 séances	4 séances

<i>Vacances scolaires hors été</i>						
Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
4 séances	4 séances	4 séances	3 séances	4 séances	4 séances	4 séances

<i>Vacances scolaires été</i>						
Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
3 séances	3 séances	3 séances	3 séances	3 séances	3 séances	3 séances

Il est convenu entre les parties que ce nombre de séances constitue un plancher minimum. L'exploitant peut aller au-delà en fonction de la fréquentation.

Les vacances scolaires et d'été devront comporter plus de séances, sur une plage horaire plus large.

Les horaires et le nombre de séances sont susceptibles d'évoluer lors de manifestations spéciales, et le matin est réservé pour des séances scolaires.

Ouverture au public 30 minutes avant la première séance.

Dans les créneaux horaires d'ouverture au public, l'accueil devra être assuré de façon permanente.

4)Projection

Le délégataire devra proposer des films à caractère commercial, mais également d'Art et d'Essai. Le type de programmation sera l'un des critères de sélection du délégataire.

La diffusion de films à caractère pornographique classés X sera interdite.

5)Manifestations-Animation du Cinéma

Le délégataire proposera et organisera les manifestations et animations suivantes :

- «collège et cinéma » et « école et cinéma »
- création de soirées « docs en stock » (diffusion de films documentaires),
- soirées à « thème » en lien avec l'actualité nationale ou locale (exemple :Halloween, Nouvel An Chinois, Printemps des poètes, semaine de la biodiversité...),
- séances court-métrage,
- séances rencontres et débats (avec critique ou professionnels du cinéma),
- organisation de ciné-concert ou de ciné-conte,
- accueil de films en relation avec l'actualité culturelle de la collectivité (expo, festival...)
- avants premières régulières,
- cycle thématique : une programmation ponctuelle autour d'un évènement, d'une personnalité, d'un lieu... avec diffusion de plusieurs films axés sur le thème choisi,
- partenariat avec les centres sociaux et les établissements culturels du territoire,
- développement du cinéma plein air sur l'ensemble du territoire de la Communauté de communes. Attention cela signifie que le délégataire devra posséder ou se procurer le matériel nécessaire à cette activité.

6)Communication-promotion du cinéma

Le candidat devra indiquer quelles campagnes de communication de l'activité du cinéma il s'engage à mettre en œuvre sur la durée de la délégation, en vue d'une fréquentation optimale dans le respect des opinions de chacun.

En particulier, il devra indiquer la nature des partenariats associatifs et culturels qu'il s'engage à nouer avec le tissu associatif local (clubs du 3ème âge, maisons de retraite, collèges, écoles privées et publiques... liste non limitative).

La promotion du Cinéma Arc en Ciel est une priorité pour la Communauté de Communes. Elle sera de ce fait un des critères de sélection du délégataire.

A minima, le délégataire devra obligatoirement assurer la promotion du Cinéma Arc en Ciel en :

- mettant en place un partenariat avec l'office de Tourisme pour la diffusion des programmes à l'ensemble des hébergeurs du territoire.
- établissant le programme du cinéma sur 15 jours afin de permettre une meilleure lisibilité pour les usagers.
- déposant des affiches, flyers et programmes dans les campings du territoire à chaque période estivale ainsi que les clubs troisième âge du territoire.

- déployant les programmes, affiches sur tous les moyens de communication numériques possibles (Site internet dédié au cinéma arc en ciel, réseaux sociaux comme Facebook, instagram...).

7)Réservation particulière

La Communauté de Communes pourra, en accord avec l'exploitant, réserver le cinéma pour ses besoins, sans toutefois perturber la programmation cinématographique. La communauté de communes devra prévenir l'exploitant au minimum 3 semaines à l'avance par écrit.

La salle réservée sera accordée à titre gratuit, sauf fourniture éventuelle de film et de personnel de projection.

Ces mises à disposition incluront l'utilisation de la salle de spectacle, du matériel, du hall et des sanitaires, le chauffage, l'électricité, le ménage ainsi que les locaux techniques sous le contrôle de l'exploitant.

La Communauté de communes se réserve le droit d'utiliser ces journées pour en faire bénéficier des associations ou collectivités territoriales organisatrices de réunions, symposiums ou colloques présentant un intérêt culturel ou économique pour le territoire.

IV) Régime du personnel

1)Attente de la Communauté de communes

La Communauté de communes exige que le personnel dédié au cinéma s'assure :

- d'un accueil agréable et chaleureux,
- du respect de l'ordre et de la loi dans le cinéma,
- du respect des consignes de sécurité et qu'il soit formé aux gestes premiers secours,
- du bon accompagnement et assistance des personnes à mobilité réduite.

2)Gestion du personnel

Le délégataire s'engage à recruter ou mettre à disposition du cinéma arc en ciel, le personnel en nombre et en qualification suffisante pour assurer l'exploitation du cinéma. En cours de convention, il devra procéder, et sous sa seule responsabilité, au licenciement et recrutement qui s'avèreraient nécessaires. En cas de manquement grave du personnel, susceptible d'affecter la qualité du service public entraînant l'application de sanctions disciplinaires, le délégataire devra avertir la Communauté de communes par tout moyen écrit. Il informera le délégant des moyens mis en œuvre pour réparer ou mettre fin aux préjudices.

Le délégataire s'engage à diriger son personnel dans le respect de la réglementation notamment en matière de droit du travail et de législation fiscale. Le personnel sera entièrement rémunéré par son employeur.

Le délégataire ne pourra en aucun cas justifier du non-respect de la présente convention par un défaut ou manque de personnel au sein du cinéma.

3) Transfert de personnel en cas de changement d'exploitant

En application de l'article L. 1224-1 du Code du travail, « lorsque survient une modification dans la situation juridique de l'employeur, notamment par succession, tous les contrats de travail en cours au jour de la modification subsistent entre le nouvel employeur et le personnel de l'entreprise ». Cela signifie que le nouveau délégataire devra reprendre l'intégralité des contrats de travail en cours pour l'exploitation du cinéma. A ce jour, 2 temps pleins sont employés par le délégataire. A remettre à jour
Demande faite à CINEODE.

V) Dispositions financières

1) Politique tarifaire du cinéma

Le délégataire appliquera les tarifs d'entrée définis dans la future convention. Ils devront couvrir les frais généraux d'exploitation et une marge bénéficiaire permettant d'assurer au gestionnaire une rentabilité.

Les plafonds de tarifs fixés par la Communauté de communes sont les suivants :

- Tarif plein : 7 €
- Tarif réduit : 6.00 € (étudiants, personne régulièrement inscrite à France travail, et familles nombreuses à partir de 3 enfants, + de 60 ans, - 12 ans, pour tous les mercredis)
- Tarif abonné : carte abonnement 10 places : 55.00 €
- Tarif CE : 5.50 €
- Tarif spécial (séances rencontres) : 5.50 €
- Tarif groupes (centre de loisirs, groupes, associations) : 4.00 €
- Tarif scolaires (scolaires) : 4.00 €
- Tarifs scolaires (court métrage) : 3.00 €
- Ecole et cinéma (dispositif national) : 2.50 €
- Collège et cinéma (dispositif national) : 2.50 €
- Location lunettes 3 D : 1.00 €

Le soumissionnaire pourra proposer dans son offre des tarifs en deçà des plafonds imposés sur la base de ceux cités ci-dessus. En tout état de cause, les plafonds de tarifs à pratiquer devront être respectés. En cours de convention, le délégataire pourra présenter à la Communauté de Communes une demande de modification des tarifs qu'il aura fixés, toujours dans le respect des plafonds définis. Il devra présenter sa demande par écrit à minima deux mois avant la date de changement souhaité et la

Communauté de Communes devra lui donner sa décision dans le mois suivant la réception de la demande

Au terme de la délégation de service public, le prestataire devra avoir honoré ou remboursé aux clients toutes les cartes d'abonnements délivrées. Le délégataire devra obligatoirement communiquer sur cette disposition auprès de sa clientèle, par tous moyens, trois mois au moins avant la date de fin de la convention.

2)Rémunération du délégataire

La rémunération du délégataire est composée de la perception des entrées payées par les usagers, des recettes publicitaires, des subventions accordées par les organismes publics et privés auquel il prétend et de tous autres produits liés à l'activité (confiseries, boissons...).

Le délégataire assurera à ses risques et périls l'équilibre financier de la délégation de service public.

3)Taxes et impôts

Le délégataire supporte tous les impôts et taxes, y compris la taxe spéciale additionnelle prévue au code général des impôts (sauf taxe foncière du bâtiment), dont il est redevable en raison des activités prévues à la convention.

La Communauté de communes est compétente pour mobiliser les sommes acquises directement liées à la taxe spéciale additionnelle sur le compte ouvert au CNC, au titre des établissements de spectacles cinématographiques.

4)Compensation financière

Compte-tenu des sujétions d'exploitation demandées, il n'est pas institué de redevance à la charge du délégataire.

Par ailleurs, une compensation annuelle de contrainte de service public sera accordée au délégataire en fonction du nombre d'entrées réalisé dans l'année :

Nombre d'entrée	Montant compensation
<25000	20 000
Entre 25 000 et 30000	18 000
Entre 30 000 et 35000	15 000
Entre 35 000 et 40000	12 000
Entre 40 000 et 45000	10 000
Entre 45 000 et 50000	5 000
< 50000	0

Cette compensation sera versée tous les 12 mois d'exploitation sur présentation des résultats et après demande écrite du délégataire.

5) Aide exceptionnelle en cas de circonstances exceptionnelles

En cas de force majeure ou de grande perturbation de l'activité liée à des circonstances exceptionnelles et extérieures au délégataire et au délégant, et ce, de façon prolongée, il pourra être étudié une éventuelle aide financière supplémentaire.

VI) Contrôle de la délégation

1) Fourniture obligatoire de comptes-rendus d'activité

Le délégataire devra fournir à la collectivité chaque année, à date d'anniversaire de la convention, les documents permettant de mesurer et de contrôler ses activités. Il produira les documents suivants :

- un compte rendu trimestriel de l'activité du cinéma : nombre de séances réalisées, nombre d'entrées, événements organisés ;
- un compte rendu financier (semestriel qui fait apparaître une analyse des dépenses, des recettes et un compte de résultat pour le service délégué ;
- un compte-rendu annuel technique, conformément à l'article L 1411-3 du code général des collectivités territoriales (nombre de séances organisées, détail de la programmation, nombre de sorties nationales, effectifs de personnels, nombre de places vendues, partenariats mis en œuvre...) permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public dans sa globalité sur une année.

Attention : le Délégataire devra communiquer les comptes en différenciant les frais relatifs à la seule salle de Ganges, des frais de l'ensemble des salles gérées par son entreprise.

2) Contrôle exercé par la Communauté de communes

Pendant toute la durée de la délégation de service public, la Communauté de communes exercera un contrôle sur l'exécution des obligations issues de la convention, sur la base de l'étude des documents demandés, mais également sur le contrôle du service au quotidien sur le terrain.

A minima, deux réunions annuelles auront lieu en présence de la Communauté de communes, de l'exploitant et de son personnel afin d'échanger sur l'activité du cinéma. Le délégataire devra répondre positivement à toute demande de rendez-vous.

VII) Responsabilités et assurances

Le délégataire souscrira pour toute la durée de la convention des polices d'assurances le couvrant contre les risques locatifs et notamment contre les explosions, les incendies et les dégâts des eaux, auprès d'une ou plusieurs compagnies notoirement solvables. Il devra être couvert également au titre de sa responsabilité civile. Il devra également se prévaloir d'une assurance garantissant les risques inhérents à l'exploitation d'un cinéma.

Le délégataire devra justifier à toute demande de la Communauté de Communes de la souscription des polices d'assurances et de l'acquit régulier des primes.

Le délégataire ne pourra en aucun cas tenir pour responsable la Communauté de Communes de tous vols, dégâts, dommages dans les lieux loués, qu'ils soient survenus du fait des équipements ou de son activité. Il ne pourra réclamer aucune indemnité, ni dommages- intérêts au propriétaire de ce chef.

Le délégataire reste également seul responsable des litiges, sinistres survenus du fait de l'exploitation du cinéma vis-à-vis des tiers et de son personnel.

VIII) Sanction de manquements

1) Pénalités

En cas de manquement à ses obligations et dans les cas référencés ci-dessous, le délégataire pourra se voir appliquer les pénalités suivantes :

- en cas de -non-ouverture du cinéma lors d'une séance prévue au programme, sans annulation préalablement communiquée aux usagers et à la Communauté de communes dans un délai de 24H : 500 euros/ par jour.
- en cas de non-conformité de l'exploitation du service à la convention de délégation : 500 euros/ par manquement.
- en cas de -non-production des documents prévus à l'article VII) de la convention et après mise en demeure par la Communauté de communes : 500 euros/ par document manquant.
- en cas de méconnaissance du respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité, la Communauté de communes pourra prononcer une pénalité forfaitaire d'un montant de 500 euros à l'encontre du délégataire. Cette pénalité s'applique par manquement constaté.

Les pénalités seront appliquées, après envoi par tous moyens d'un courrier au délégataire, aux termes duquel la Communauté de communes décrit le manquement constaté et sollicite les observations de l'exploitant et le met en demeure de respecter ses obligations contractuelles.

Les pénalités commencent à courir à compter de la date d'envoi de la mise en demeure.

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure, le délégataire pourra justifier de son manquement pour cause de force majeure ou imprévision. Il reviendra à la Communauté de communes d'apprécier les observations du délégataire, aux fins de non-application des pénalités contractuelles.

Le cumul des pénalités sera appliqué en déduction de la somme versée dans le cadre de la compensation pour service public visée à l'article VI) 4). Si aucune compensation n'est due, compte - tenu des résultats, un titre de recette sera émis à l'encontre du délégataire

2) Mesure d'urgence

La Communauté de communes pourra prendre, en cas de carences graves, de non-respect de la légalisation ou de menaces à l'hygiène ou à la sécurité du cinéma par le délégataire, toute mesure adaptée pour pallier en urgence à la situation, y compris une fermeture provisoire du site.

Le délégataire ne pourra invoquer aucune aide exceptionnelle, si la situation est de son fait et de sa responsabilité.

IX) Fin de contrat

1) Résiliation à la demande de la Communauté de Communes

a) Pour faute du délégataire

La convention pourra être dénoncée, pour toute raison inhérente aux dispositions qu'elle renferme, à savoir le non-respect des obligations contractuelles, sans qu'aucune indemnisation ne puisse être réclamée par le délégataire.

La convention pourra également être résiliée en cas de faute du délégataire, notamment en cas de non-respect de la réglementation applicable en matière de sécurité, hygiène, principes d'égalité, neutralité et de laïcité, etc.

La Communauté de Communes prendra alors toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité du service.

Ces sanctions contractuelles sont sans préjudice des sanctions pénales qui pourraient être prononcées suite à une plainte émanant d'un usager ou d'un tiers et visant la société délégataire.

La convention pourra être résiliée de plein droit et sans indemnisation par la Communauté de Communes, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation de biens du délégataire.

b) Pour motif d'intérêt général

La convention pourra également être résiliée unilatéralement par la Communauté de communes, pour motif d'intérêt général. Dans ce cas, la résiliation de la convention sera notifiée au délégataire par courrier avec accusé de réception, 3 mois avant la date de résiliation effective et donnera droit à indemnisation pour perte de recette.

La Communauté de commune pourra également résilier la convention en raison d'une nécessaire démolition ou d'une fermeture administrative de l'établissement, dont elle ne saurait, dans l'immédiat, mettre fin pour cause de financement ou de technicité. Dans ce cas, le délégataire a droit à une indemnisation.

c) Procédure en cas de résiliation pour faute

La Communauté de communes devra notifier au préalable une mise en demeure au délégataire afin de l'informer de la sanction envisagée, et lui demander de présenter ses observations dans un délai qui

ne saurait être inférieur à 15 jours calendaires à compter de la réception du courrier de mise en demeure. Si cette mise en demeure s'avère infructueuse, le pouvoir adjudicateur prononcera la résiliation pour faute du contrat. En cas de résiliation pour faute du délégataire, la résiliation est prononcée aux frais et risques du délégataire et ne donnera droit à aucune indemnisation.

2) Résiliation à la demande du délégataire

La convention pourra être résiliée avant son terme à la demande du délégataire aux conditions suivantes :

- cette résiliation ne pourra intervenir qu'à partir de la fin de la première année révolue de mise à disposition.
- le délégataire en informera la Communauté de communes au moins 6 mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception.
- les lieux devront être libérés à une date choisie d'un commun accord avec la Communauté de communes..

3) Remise des installations à la fin de la DSP

A l'expiration de la convention ou en cas de résiliation, le délégataire sera tenu de remettre à la Communauté de communes en état normal de fonctionnement toutes les installations et matériels qui font partie intégrante du service, qu'il s'agisse des existants à la signature de la convention ou bien des réalisés en cours de contrat par le délégataire ou la Communauté de communes.

Un état des lieux de sortie sera réalisé à l'expiration de la convention, que celle-ci expire par arrivée du terme, ou qu'elle soit résiliée à la demande du délégataire ou par la Communauté de Communes.

Si besoin est, la remise en état des installations et matériels et le complément à apporter à leur équipement, après constat de manquements ou de dégradations du fait du délégataire, seront à la charge de ce dernier.

4) Prolongation pour continuité de service à l'expiration de la Convention

La Communauté de communes aura la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le délégataire, de prendre, pendant la dernière année de délégation, toutes mesures pour assurer la continuité du service, en réduisant autant que possible la gêne qui en résultera pour le délégataire.

En particulier, la Communauté de communes pourra décider de la prolongation de l'activité. Cette prolongation est limitée à 3 mois. Elle pourra le faire à minima 2 mois avant la fin de la convention.

D'une manière générale, la Communauté de communes pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif de l'exploitation du cinéma par un nouveau délégataire.

A la fin de la convention, la Communauté de communes sera subrogée